



Distr.: LIMITEE

E/ECA/ATRCW/ARCC.XV/94/5

FRANCAIS

Original: ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième réunion du Comité régional africain
de coordination pour l'intégration de
la femme au développement (CRAC)

Addis-Abeba (Ethiopie)

20 - 22 avril 1994

**RAPPORT INTERIMAIRE SUR LES ACTIVITES PREPARATOIRES
DE LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES**

RESUME

Dans le présent rapport intérimaire, on examine les activités préparatoires entreprises par la CEA en vue des Conférences régionale et mondiale sur les femmes devant se tenir à Dakar (Sénégal) du 16 au 23 novembre 1994 et à Beijing (Chine) du 4 au 15 septembre 1995 respectivement. La CEA a élaboré et diffusé un ensemble d'informations sur les activités préparatoires à entreprendre au niveau national. Ces activités consistent notamment à préparer une conférence régionale qui servira de Conférence régionale préparatoire à la Conférence mondiale sur les femmes, à assurer le suivi et à aider les Etats membres dans l'élaboration de leurs rapports nationaux.

Outre les activités en cours, le rapport souligne également certaines difficultés que rencontre la CEA dans l'élaboration des rapports nationaux. De nombreux Etats membres n'ont pas encore créé de comités nationaux de coordination ni d'organes nationaux de liaison pour l'établissement de rapports nationaux faisant le point de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi. En outre, la CEA rencontre des difficultés dans la collecte d'informations auprès des Etats membres; les préparatifs au niveau national sont encore à la phase de conception; les activités publicitaires et de sensibilisation sont pour le moment très limitées et très lentes.

En sa qualité de structure régionale de l'Organisation des Nations Unies chargée de préparer et d'organiser la Conférence régionale et de mettre au point le rapport de l'Afrique, la CEA fait appel à tous les gouvernements africains qui ne l'ont pas encore fait afin qu'ils créent des comités nationaux de coordination et/ou désignent les organes nationaux de liaison sans tarder, conformément à la résolution 36/8 du 20 mars 1992 de la Commission de la condition de la femme. Les Etats membres sont invités à commencer l'élaboration de leurs rapports nationaux le plus tôt possible et à faire en sorte qu'ils soient soumis à la CEA et au Secrétariat de la Conférence mondiale à New York avant le 31 mars 1994.

1. On se rappellera que la Commission de la condition de la femme, dans sa résolution 36/8 de mars 1992, entérinée par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale, a demandé aux commissions régionales d'organiser des conférences préparatoires régionales à la quatrième Conférence mondiale prévue à Beijing (Chine), du 4 au 15 septembre 1995. En application de cette résolution, la CEA compte organiser la cinquième Conférence régionale sur les femmes préparatoire à la Conférence mondiale, à Dakar (Sénégal) en novembre 1994.

2. Depuis la dernière Conférence mondiale sur les femmes tenue en 1985, la scène politique et économique mondiale a beaucoup évolué. La Conférence mondiale de 1995 mettra l'accent sur le partenariat entre hommes et femmes, en particulier en cette période de changements et de responsabilités que cela suppose. Cet centre d'intérêt découlera dans une grande mesure de l'évaluation de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, évaluation qui sera effectuée à partir des contributions des commissions régionales. La Conférence mondiale sera également l'occasion de renforcer le rôle dirigeant dans le combat pour la promotion de la femme en vue de la réalisation des objectifs communs que sont l'égalité, le développement et la paix.

3. En prélude à cette conférence, la cinquième Conférence régionale africaine sur l'intégration de la femme au développement, prévue à Dakar du 16 au 23 novembre 1994, examinera les progrès réalisés en matière de promotion de la femme, dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, identifiera les obstacles à cette mise en oeuvre et proposera des directives concises et axées sur des actions concrètes, qui permettraient d'accélérer la réalisation des objectifs définis dans la Déclaration d'Abuja.

I. MESURES REQUISES PENDANT LA PHASE PREPARATOIRE

4. Les activités débouchant sur la Conférence mondiale de 1995 consisteront essentiellement à :

a) Sensibiliser femmes et hommes à tous les niveaux de la prise de décisions et au niveau des collectivités à l'importance de la situation et de la promotion de la femme; et

b) Evaluer les résultats à la lumière des objectifs majeurs que sont l'égalité, le développement et la paix. Ces activités devraient être entreprises aux niveaux national, régional et international.

5. Au niveau national, les activités préparatoires consisteront essentiellement à évaluer les progrès réalisés en matière de promotion de la femme et à mobiliser tous les partenaires en vue de la réalisation des objectifs y relatifs. Les pays devraient créer des comités nationaux qui joueraient le rôle de catalyseur pour les préparatifs nationaux. Les comités entreprendraient, organiseraient et coordonneraient des activités nationales touchant à la Conférence mondiale et assureraient l'établissement de rapports sur l'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et des objectifs définis dans la Déclaration d'Abuja.

6. Au niveau régional, les activités consisteront essentiellement à renforcer les expériences nationales, à identifier des questions communes intéressant les pays de la région et à adopter une position commune quant aux mesures à prendre pour assurer une participation beaucoup plus grande des femmes africaines au développement. C'est à cette fin que la CEA est chargée d'organiser la cinquième Conférence régionale. La position commune adoptée à la Conférence régionale sera incorporée dans la plate-forme d'action mondiale que doit adopter la Conférence mondiale.

7. Les principales responsabilités de la CEA sont les suivantes :

a) Suivre, examiner et évaluer la réalisation des objectifs définis dans la Déclaration d'Abuja, tout comme la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi d'un point de vue régional; et

b) Préparer et convoquer une conférence régionale qui servira de Conférence préparatoire régionale à la Conférence mondiale sur les femmes. A cet égard :

- i) Le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) de la CEA continuera d'assurer le suivi et aidera les Etats membres dans l'élaboration de leurs rapports nationaux par le canal de missions consultatives; fournira des directives aux mécanismes nationaux pour la rédaction des rapports nationaux; programmera des réunions avec des organes statutaires compétents comme le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement et des groupes d'experts;
- ii) La CEA examinera également la promotion de la femme à la lumière des nouvelles tendances qui se dessinent en matière de développement de l'Afrique. L'expérience des Etats membres et de toutes les organisations oeuvrant à la promotion de la femme dans le continent sera utilisée pour élaborer un plan d'action qui sera adopté par la Conférence régionale et qui constituera la contribution africaine à la plate-forme d'action mondiale.

8. En tant qu'organe régional de liaison pour les préparatifs de la cinquième Conférence régionale, la CEA a mené à bien un certain nombre d'activités qui sont récapitulées ci-dessous.

a) A la suite de la réunion interorganisations tenue en mars 1993 à Addis-Abeba, qui a rassemblé les organismes et les institutions des Nations Unies s'occupant de questions relatives à la femme africaine, une équipe spéciale interorganisations a été créée pour coordonner les préparatifs de la cinquième Conférence régionale africaine. Peu de temps après, la quatorzième réunion du CRAC a proposé la résolution 753 (XXVIII) que la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification a adoptée, sur le sujet "femmes et développement, réunion préparatoire régionale africaine (1994) de la Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix (1995)" qui comportait l'ordre du jour et l'aperçu thématique de la cinquième Conférence régionale;

b) L'Equipe spéciale interorganisations composée de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de la Banque africaine de développement (BAD), du Réseau africain de développement et de communication pour la femme (FEMNET), et présidée par la CEA, s'est réunie deux fois à Addis-Abeba en avril et en septembre 1993. Elle a examiné et adopté des stratégies appropriées en matière d'information et de communication pour la Conférence régionale et a convenu des contributions que devaient apporter l'OUA et d'autres organismes des Nations Unies pour l'élaboration des documents de la Conférence régionale, en fixant des dates limites pour la soumission desdits documents au CARFF;

c) Un ensemble d'informations comprenant des directives pour l'élaboration des rapports nationaux et d'autres informations portant sur les Conférences régionale et mondiale ont été adressés aux Etats membres en juillet et août 1993;

d) Des consultants chargés d'aider dans l'élaboration des documents techniques de la Conférence ont été désignés et un projet de Plate-forme d'action est en cours de préparation;

e) En novembre 1993, la CEA a participé à une session préalable de la Conférence des ministres africains des pays francophones et lusophones chargés des affaires féminines et du développement rural. L'objectif majeur de cette réunion était de sensibiliser les Etats membres et de les informer sur le rôle important que jouent les femmes des zones rurales en Afrique et de proposer des stratégies et des recommandations pour l'amélioration de leur situation. Le rapport de cette réunion constituera un document de base de la Conférence ainsi qu'un effort à la Plate-forme africaine;

f) Toujours en novembre 1993, le CARFF a contribué à la préparation de la Conférence régionale sur les femmes pour la paix et le développement tenue à Kampala (Ouganda), et y a participé. La question de la paix était le thème prioritaire de cette réunion et a été adoptée en vue d'un examen approfondi à la Conférence de Dakar. La réunion a également adopté un plan d'action intitulé "Plan d'action de Kampala sur les femmes et la paix". Des questions découlant du Plan seront incorporées dans la Plate-forme africaine;

g) En décembre 1993, le CARFF a organisé et convoqué une réunion du groupe spécial d'experts dans le but d'examiner des stratégies pour l'amélioration des compétences des femmes en matière d'incorporation de leurs problèmes dans la politique générale et de prise de décisions, ainsi que l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence régionale préparatoire à la Conférence mondiale sur les femmes. Ont participé à cette réunion des femmes expertes d'organismes publics et d'organisations non gouvernementales et des femmes journalistes des pays suivants : Algérie, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Guinée, Kenya, Lesotho, Malawi, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Somalie et Soudan. Y ont également participé des représentants de l'OUA et du Service inter-presse (SIP). Le système des Nations Unies était représenté par l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le PNUD. FEMNET a également participé à la réunion du groupe d'experts. Des stratégies et des recommandations sur le rôle des médias dans la diffusion de l'information et dans la sensibilisation des différentes couches de la société aux questions d'équité liées au sexe et dans une plus grande sensibilisation du public à l'importance des Conférences de Dakar et de Beijing ont été adoptées.

II. FORUM DES ONG

9. FEMNET qui oeuvre essentiellement au renforcement du rôle des ONG s'occupant de la promotion de la femme et de son intégration au processus de développement en Afrique, sera chargé de coordonner la participation des ONG féminines africaines au Forum des ONG, devant se tenir à Dakar du 14 au 17 novembre 1994. Le Forum des ONG se concentrera sur les efforts collectifs des ONG africaines visant à assurer la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, et sur les priorités futures. Le Forum des ONG assurera en outre une plus grande sensibilisation à l'importance de la Conférence régionale et ultérieurement, à celle de la mise en oeuvre des résultats de cette Conférence. La CEA facilitera la coordination des activités préparatoires des ONG au niveau du continent africain en fournissant une assistance technique en tant que membre du conseil consultatif de FEMNET. A cet égard, elle a participé la première réunion du Comité directeur régional, organisée par FEMNET et tenue à Nairobi (Kenya), du 4 au 7 janvier 1994. Elle a informé les participants des activités déjà entreprises et des projets pour l'avenir, en préparation des Conférences régionale et mondiale.

10. Le CARFF oeuvre en étroite collaboration avec l'OUA et les organismes des Nations Unies. A cet effet, la CEA a chargé les institutions spécialisées des Nations Unies et l'OUA d'élaborer les documents techniques de la Conférence, qui doivent lui être soumis pour reproduction avant la fin du mois de mars 1994 au plus tard. Beaucoup d'efforts ont également été déployés pour sensibiliser les ONG et les Etats membres et pour leur communiquer les informations relatives aux Conférences régionale et mondiale. On en veut pour exemple le bulletin intitulé FEMMELINE, bulletin contenant des informations actualisées sur les activités préparatoires de la cinquième Conférence régionale sur les femmes/réunion préparatoire régionale à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, publié et diffusée chaque trimestre.

III. OBSTACLES

11. Dans leur résolution 36/8 de mars 1992 et 753(XXVIII) de mai 1993, la Commission de la condition de la femme et la Conférence des ministres de la CEA, respectivement, ont demandé aux Etats membres d'établir des comités nationaux de coordination pour l'élaboration des rapports nationaux et pour la coordination des préparatifs nationaux des Conférences régionale et mondiale. Selon des informations communiquées par les Etats membres, 15 Etats membres sur les 53 de la CEA ont établi des comités nationaux de coordination. Il existe certes beaucoup d'intérêt et d'animation dans la région concernant la

Conférence préparatoire, il n'en demeure pas moins que les préparatifs au niveau national sont encore au stade conceptuel, les activités publicitaires et de sensibilisation étant à ce jour très limitées et très lentes. Etant donné cette situation, la CEA connaît des difficultés pour obtenir des informations auprès des Etats membres. Les mécanismes nationaux et les organes nationaux de liaison dans certains pays en proie à des conflits civils et/ou ayant des régimes de transition ne sont pas tout à fait opérationnels. Ainsi, les communications avec ces pays sont difficiles et pourtant, la situation, la condition et l'expérience des femmes dans ces pays doivent être examinées et portées à l'attention de la Conférence préparatoire régionale. La CEA voudrait faire appel aux Etats membres concernés afin qu'ils établissent des organes nationaux de liaison pour l'élaboration des rapports nationaux et les autres activités.

IV. CONCLUSION

12. Une des soucis majeurs de la CEA est de faire en sorte que les préoccupations et les intérêts de la femme africaine soient inclus en intégralité dans les questions devant être soumises à la Conférence mondiale. A cet égard, des ateliers sous-régionaux ont été prévus pour 1994 (entre janvier et mars 1994). Ces ateliers seront organisés dans les cinq sous-régions, à savoir Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique centrale, Afrique de l'Ouest et Afrique australe. L'objectif principal des ateliers sera de sensibiliser les Etats membres et de les informer sur les objectifs de la Conférence mondiale et d'exhorter hommes, femmes et enfants à participer activement à l'élaboration des rapports nationaux.

13. La préparation de la cinquième Conférence régionale africaine préparatoire à la quatrième Conférence mondiale est de toute évidence un long processus qui nécessite une planification et une coordination appropriées aux niveaux national et régional. Le CARFF continuera d'oeuvrer en étroite collaboration avec les Etats membres, l'OUA, les organismes des Nations Unies et les ONG pour assurer une bonne organisation de la Conférence régionale. A cet égard, il est nécessaire de maintenir l'élan conduisant à la Conférence mondiale et au-delà par l'adoption d'une stratégie adéquate pour une campagne de communication intense afin de s'assurer que dans l'établissement des rapports nationaux, les contributions de toutes les couches de la population dans les pays respectifs sont utilisées et que l'information sur les Conférences régionale et mondiale est largement diffusée en direction de tous les hommes, femmes et enfants de toutes les couches de la population.

14. L'Afrique doit assurer une bonne préparation en sensibilisant hommes, femmes et enfants grâce à un processus devant déboucher sur un consensus qui permettra de mettre en relief les questions importantes sur lesquelles la région devrait produire une déclaration claire et ferme à savoir la Plate-forme d'action.